

du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 69 : *Octroi d'une subvention aux producteurs de Cognac* [25 mars 1958] (p. 1936).

CATOIRE (M. Jules), *Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription) (M. R. P.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503). — Est désigné par la Commission de la production industrielle et de l'énergie pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514), [12 novembre 1957] (p. 4740). — Est nommé membre du Comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile [6 mars 1956] (p. 667).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à créer un Conseil supérieur du logement et de l'habitation, n° 339. — Le 1^{er} mars 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée, revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, n° 918. — Le 12 mars 1956, une proposition de loi tendant à exonérer de la surtaxe progressive les contribuables âgés de 70 ans et plus ayant des revenus modestes, n° 1144. — Le 21 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer des comités économiques régionaux, n° 1338. — Le 16 janvier 1957, une proposition de loi tendant à assurer la rémunération dans une pension des services civils accomplis pendant l'occupation par des militaires de carrière, n° 3793. — Le 28 février 1957, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'ar-

ticle 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955, les Charbonnages de France et les Houillères de Bassin, n° 4368. — Le 25 septembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 961, paragraphe 1, du Code général des impôts, n° 5780.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Lozère [19 janvier 1956] (p. 23).

CATROUX (M. le Général), *Grand Chancelier de la Légion d'honneur*,

Ministre résidant en Algérie.

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1^{er} février 1956 au 7 février 1956.

Est nommé *Ministre résidant en Algérie* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387). — Donne sa démission [7 février 1956] (*J. O.* du 10 février 1956, p. 1603).

CAYEUX (M. Jean), *Député de la Seine [1^{er} secteur] (M. R. P.)*

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536). — Est nommé : juge titulaire de la Haute Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798); juré titulaire de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [25 mai 1956] (p. 2020).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant notamment des bonifications d'ancienneté pour